

EXCELSIOR.

Journal Illustré Quotidien

ABONNEMENTS (du 1^{er} ou du 16 de chaque mois)
France.... Un an, 35 fr. 6 mois, 18 fr. 3 mois, 10 fr.
Étranger. Un an, 70 fr. 6 mois, 36 fr. 3 mois, 20 fr.

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Élegances

Adresser toute la correspondance
à l'ADMINISTRATEUR d'Excelsior
88, avenue des Champs-Elysées, PARIS
Téléph. : WAGRAM 57-44, 57-45
Adresse télégraph. : EXCEL-PARIS

Le generalfeldmarschall von Mackensen à Bucarest



Le maréchal von Mackensen, qui porte le titre un peu long de « generalfeldmarschall », commande les troupes allemandes, bulgares et turques qui ont envahi la Dobroudja puis passé le Danube pour opérer leur jonction avec les troupes de Falkenhayn venues par la Valachie. Voici le maréchal von Mackensen sortant de l'église évangélique de Bucarest, le 6 décembre. Il avait revêtu le costume de hussard de la mort.

La réponse des Alliés

La réponse des Alliés à la suggestion du président Wilson frapperait le monde par la netteté de ses termes et la sérénité de son accent. Le président Wilson avait demandé aux belligérants de faire connaître leurs buts de guerre. L'Allemagne s'est dérobée. Elle a esquivé la question. Les Alliés, au contraire, répondent avec franchise.

L'Allemagne, depuis le 12 décembre, parle de paix, mais de paix sans conditions. Les Alliés n'éprouvent aucune gêne à dire les conditions de leur paix. C'est ce qui leur assure une situation d'une supériorité incontestable. Les Empires du Centre s'étaient vantés d'avoir pris une offensive diplomatique : la contre-offensive les aura battus.

Une rapide analyse du document qui a été remis à l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris montre que la réponse des Alliés peut se résumer en quatre points essentiels.

En premier lieu, le caractère de la communication que font les Alliés au président Wilson et pour satisfaire à son désir est nettement défini. A une question courtoisement posée et inspirée par des sentiments désintéressés, l'Entente s'emporte de répondre avec courtoisie. Elle rend hommage à la sincérité des intentions qui ont dicté l'initiative du président Wilson. Elle distingue, comme M. Wilson lui-même a distingué, entre la suggestion américaine et la prétendue offre de paix allemande. Non seulement il n'y a pas de lien, mais encore il n'y a pas de commune mesure entre les deux manifestations : voilà qui est désormais consacré. Les Alliés n'en sont que plus à l'aise pour faire observer qu'un des points de vue de la note américaine ne saurait être accepté par eux : c'est l'assimilation établie entre les deux groupes de belligérants. A cet égard, les Alliés se devaient à eux-mêmes de protester. Ils l'ont fait avec autant de dignité que d'égards et en tenant compte des explications qui déjà, d'ailleurs, avaient été spontanément apportées du côté américain.

Quelle a été, au reste, l'idée profonde qui a gouverné M. Wilson lorsqu'il s'est adressé aux puissances qui sont en conflit ? Comme la réponse de l'Entente le marque tout d'abord, c'est le souci louable et généreux d'aider à mettre en lumière les conditions qui empêcheront le retour d'une guerre semblable à celle qui désole le monde. La paix universelle et perpétuelle, rien n'est plus désirable. Rien n'est plus désiré par les peuples qui ont pris les armes contre l'Allemagne. Cette paix, les Alliés ne l'appellent pas seulement de leurs vœux : ils la veulent par définition, comme ils en ont cent fois donné la preuve avant l'agression allemande, comme ils le prouvent encore en formant une ligue contre les Etats perturbateurs de l'équilibre européen. Mais, instruits par l'expérience, ils se méfient aujourd'hui, comme du piège suprême de l'adversaire, d'une organisation de justice internationale qui serait purement fictive, qui n'apporterait que d'illusives garanties.

Pas de cette « sécurité apparente », à l'abri de laquelle l'Allemagne armerait de nouveau et qui, endormant encore une fois l'Europe dans une confiance trompeuse, ne servirait qu'à faciliter de nouvelles agressions. Cette volonté de ne pas se laisser prendre aux faux-semblants de la paix allemande est exprimée avec l'accent de la résolution la plus entière et avec une brièveté lumineuse. C'est de là, d'ailleurs, que découle véritablement toute la politique des Alliés. C'est le principe supérieur qui détermine leurs actes et qui fait qu'en traçant pour eux-mêmes ils travaillent aussi, comme ils peuvent le dire à bon droit, pour l'humanité tout entière. Aussi est-il naturel que cette affirmation constitue le point de départ de la réponse.

La situation actuelle permet-elle de concevoir la possibilité de cette paix durable et sûre ? Les Alliés ne le pensent pas et tout ce qu'on sait des puissances ennemis par leurs actes et par leurs paroles interdit de le penser. Il faut d'abord que les Alliés achèvent leur œuvre. Il le faut, dans leur intérêt comme dans l'intérêt du monde entier, car il s'agit de leur épargner à eux-mêmes, comme d'épargner aux neutres, le retour des maux que la guerre allemande a infligés aux nations. C'est le troisième point de la réponse. Il est exposé avec calme, sans jactance ni fanfaronnerie. Dans son ordre du jour à ses troupes, Guillaume II parlait l'autre jour de « l'acier » allemand. Les Alliés n'usent pas de ces mots de théâtre

Mais, dans cette partie de la note, l'ennemi sentira un acier réel et bien trempé.

Restent enfin les buts de guerre et les conditions de l'Entente. Ces buts, ces conditions, l'univers les connaît déjà. A maintes reprises, ils ont été apportés publiquement et solennellement par les chefs des gouvernements alliés, qui n'ont rien à cacher, qui n'ont pas besoin de s'envelopper, comme M. de Bethmann-Hollweg, de mystères et de réticences. Toutes les réparations appelées par les crimes de l'Allemagne, toutes les restitutions demandées par les nécessités de la justice, qui se confondent avec celles de l'équilibre européen, sont énumérées avec précision. De la Belgique à la Pologne, en passant par les pays anciennement annexés contre leur gré et où notre Alsace-Lorraine se reconnaît, tout y est, toutes les satisfactions que réclame le bon droit, toutes les libérations auxquelles aspirent les opprimés se trouvent énoncées. C'est la charte de l'Europe prochaine.

La Belgique a d'ailleurs ajouté une réponse personnelle à la réponse collective des dix signataires. C'est avec raison. La question belge domine le conflit. Elle a, au premier chef, un caractère international. La nier, c'est nier le droit des gens, priver de ses bases la société des nations. Et c'est un parallélisme presque fatal qui fait apparaître, en face de la résurrection indispensable de la Belgique, la résurrection de la Pologne, mais d'une Pologne intégrale et non pas de cette Pologne mutilée que la parodie allemande a feint, pour mieux l'asservir, de rappeler à la vie. Déjà, les Polonais avaient la parole de Nicolas II. Après le loyal et généreux empereur, tous les Alliés apportent à la Pologne une caution par laquelle sa renaissance est consacrée.

Et maintenant, libre à l'ennemi de répondre à ce programme. L'Allemagne et l'Autriche — négligeons leurs satellites — ont dit qu'elles étaient prêtes à parler de paix. Veulent-elles de cette paix juste et raisonnable ? Elles se croient sans doute encore trop fortes pour cela. Mais leur refus fera éclater aux yeux du monde leurs mauvais desseins et leurs ambitions.

Jacques Bainville.

Ce que l'on dit

En attendant...

Au temps où il y avait des corsaires, l'usage était de faire accompagner dans leurs traversées les navires marchands, réunis en convois, par des navires de guerre, qui garantissaient leur sécurité, ou du moins combattaient pour la garantir.

A cette heure, il n'y a plus de corsaires, mais il y a des pirates. Les sous-marins allemands qui coulent les navires de commerce, au lieu de les conduire au port le plus proche pour en faire reconnaître la bonne et valable prise, sont des pirates, d'après les règles du droit international.

Mais pourquoi, alors, ne réunirait-on pas les navires marchands en convois, qui seraient escortés par des navires de guerre ? Voici, par exemple, les bâtiments de commerce et les paquebots qui transitent entre Bordeaux et nos colonies de la côte occidentale d'Afrique. On peut compter qu'il y a trois départs par mois — départs de bateaux isolés — sans compter les irréguliers. Pourquoi ne pas réduire ces départs à un seul par mois, en groupant les navires et en les faisant escorter ?

Il y aurait à cela plusieurs avantages. Les sous-marins d'abord en seraient plus qu'impressionnés, intimidés : ils n'aiment pas à entrer en relations trop proches, on le sait, avec des vaisseaux armés. En second lieu, les passagers et l'équipage pourraient être recueillis au cas où un sinistre n'aurait pu être évité.

Si l'on ne peut disposer de navires de guerre pour accompagner ces convois, on pourrait du moins armer un ou plusieurs des navires marchands qui serviraient de protection aux autres. La difficulté, en effet, paraît être de doter d'artillerie tous les bâtiments de commerce : ils sont trop.

Pierre Mille.

On nous annonce que, devant la crue inquiétante de la Seine, le service des ponts et chaussées a décidé la destruction partielle de plusieurs ponts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de Paris, s'ils devenaient un obstacle à la circulation des remorqueurs et chalands.

De nombreux amis du vieux Paris blâment cette

mesure qu'ils qualifient de trop radicale ; et, regrettant d'avancer les beaux ponts ainsi endommagés, ils font remarquer que, lors de l'inondation de 1910, on ne s'est pas arrêté à une solution semblable.

Mais en 1910 on n'était pas en guerre !

Il faut se rappeler qu'en 1871, lorsque les Allemands eurent levé le siège, Paris fut surtout ravagé par la voie de la Seine. On put faire passer en un seul jour 40.000 tonnes de marchandises à l'écluse de Bougival !

Il faut se rappeler qu'aujourd'hui, comme en 71, la Seine est mobilisée !

Que dirait Chateaubriand ?

On sait qu'il chanta poétiquement la Dore, dans le Montagnard exilé.

*Ma sœur, te souvient-il encore
Du château que baignait la Dore ?*

Or, cette rivière vient de passer du domaine poétique dans le domaine industriel. La Dore, qui actionne déjà une importante usine électrique, va sans doute fournir la force hydraulique à d'autres « fabriques d'énergie » et contribuer activement pour sa part à développer nos ressources économiques.

Devant la Dore mobilisée, Chateaubriand dirait sans doute que les Français de 1917 ne font pas comme lui : ils ne « baillent point leur vie ! »

Le pasteur danois Bang, professeur de théologie de l'Université de Copenhague, a réuni dans un volume de nombreux documents prouvant combien l'Eglise nationale prussienne participe à la folie collective dont souffre le peuple allemand.

Le témoignage de ce digne neutre acquiert, à l'heure actuelle, une importance hors ligne. C'est pourquoi nous reproduisons, de son livre, ces quelques vers d'une chanson religieuse autorisée et qui fut répandue dans l'empire :

*Du der über Cherubinen,
Seraphinen, Zeppelinen,
In der höchsten Höhe thronest...*

(Toi qui as ton trône au-dessus des Chérubins, des Séraphins, des zeppelins, dans le plus haut des ciels...)

Les zeppelins placés dans la hiérarchie céleste... Un rien... mais qui mériterait la camisole de force.

Des sabots, s. v. p. !

A l'heure où, plus que jamais, on a besoin de sabots, où le « poilu » en porte, où la wattwoman en porte — il faut compter avec ces nouveaux clients — on manque de sabots !

Pourquoi ?

Parce que les sabotiers, occupés à « saboter » les Boches, ne fabriquent plus de sabots.

Le ministre de la Guerre, ne voulant pas que la crise du sabot se prolonge, vient d'accorder un succès d'appel aux militaires sabotiers.

Et on va entendre de nouveau dans la demeure du sabotier cogner gaillardement sur du bois. On va voir refleurir cette vieille industrie française que la guerre avait un moment ralentie.

Réquisitions.

Dans une commune, raconte le *Cri de Paris*, un officier boche vient à la mairie pour procéder à des réquisitions.

— Mille kilos de pommes de terre.

— Bien, fait le maire, vous les aurez.

— Trois mille kilos de thé.

Le maire écarquille les yeux. L'officier continue :

— Quatre mille kilos de poivre.

Le maire se demande s'il a affaire à un ivrogne ou à un fou.

Et, tout de suite, il adopte un plan stratégique.

— N'auriez-vous pas besoin de vin ? Nous en avons de fort bon, dit-il au Boche.

— So ! so ! so !... Faites-moi goûter !

Le maire commande à un de ses administrés d'aller chercher quelques bouteilles et un verre... Non pas un petit verre, mais un grand, une chope, un récipient digne de M. l'officier.

L'Allemand ingurgite en un clin d'œil deux bouteilles de pommard et une de porto.

— Là-dessus, il réclame une pipe.

On lui apporte une pipe d'Onnaing, une belle tête de Turc bien bourrée de tabac.

Il sourit. Il sort en fumant. Il trébuche, fait tomber la pipe, la casse, en ramasse le culot avec une poignée de terre, enfonce le tout dans sa bouche, puis s'éloigne en décrivant force festons...

On n'entendit plus jamais parler de lui, ni de ses pommes de terre, ni de son thé, ni de son poivre.

Le Veilleur.

LA CHARTE DE L'EUROPE FUTURE

LES CONDITIONS DE PAIX DE L'ENTENTE

Réponse des gouvernements alliés à la note du président Wilson
en date du 19 décembre 1916

Voici le texte de la réponse que M. Briand, au nom de tous les gouvernements alliés, a remise avant-hier à M. Sharp, ministre des Etats-Unis à Paris :

Les gouvernements alliés ont reçu la note qui leur a été remise, le 19 décembre 1916, au nom du gouvernement des Etats-Unis. Ils l'ont étudiée avec le soin que leur commandaient à la fois l'exact sentiment qu'ils ont de la gravité de l'heure et la sincère amitié qui les attache au peuple américain.

D'une manière générale, ils tiennent à déclarer qu'ils rendent hommage à l'élevation des sentiments dont s'inspire la note américaine, et qu'ils s'associent de tous leurs voeux au projet de création d'une ligue des nations pour assurer la paix et la justice à travers le monde. Ils reconnaissent tous les avantages que représentera, pour la cause de l'humanité et de la civilisation, l'institution de règlements internationaux destinés à éviter les conflits violents entre les nations, règlements qui devraient comporter les sanctions nécessaires pour assurer l'exécution et empêcher ainsi qu'une sécurité apparente ne serve qu'à faciliter de nouvelles agressions.

Mais une discussion sur les arrangements futurs destinés à assurer une paix durable suppose d'abord un règlement satisfaisant du conflit actuel. Les Alliés éprouvent un désir aussi profond que le gouvernement des Etats-Unis de voir se terminer le plus tôt possible la guerre dont les Empires centraux sont responsables, et qui inflige à l'humanité de si cruelles souffrances. Mais ils estiment qu'il est impossible, dès aujourd'hui, de réaliser une paix qui leur assure les réparations, les restitutions et les garanties auxquelles leur donne droit l'agression dont la responsabilité incombe aux Puissances centrales et dont le principe même tendait à ruiner la sécurité de l'Europe, une paix qui permette, d'autre part, d'établir sur une base solide l'avenir des nations européennes. Les nations alliées ont conscience qu'elles ne combattent pas pour des intérêts égoïstes, mais avant tout pour la sauvegarde de

l'indépendance des peuples, du droit et de l'humanité.

Les Alliés se rendent pleinement compte des pertes et des souffrances que la guerre fait supporter aux neutres comme aux belligérants, et ils les déplorent; mais ils ne s'en tiennent pas pour responsables, n'ayant en aucune façon ni voulu, ni provoqué cette guerre, et ils s'efforcent de réduire ces dommages dans toute la mesure compatible avec les exigences inexorables de leur défense contre les violences et les pièges de l'ennemi.

C'est avec satisfaction, dès lors, qu'ils prennent acte de la déclaration faite que la communication américaine n'est associée d'aucune manière, dans son origine, avec celle des Puissances centrales, transmise, le 18 décembre, par le gouvernement de l'Union. Ils ne doutaient pas, au surplus, de la résolution de ce gouvernement d'éviter jusqu'à l'apparence d'un appui, même moral, accordé aux auteurs responsables de la guerre.

Les gouvernements alliés croient devoir s'élever de la manière la plus amicale, mais la plus nette, contre l'assimilation établie, dans la note américaine, entre les deux groupes de belligérants; cette assimilation, basée sur des déclarations publiques des Puissances centrales, est en opposition directe avec l'évidence, tant en ce qui touche les responsabilités du passé qu'en ce qui concerne les garanties de l'avenir; le président Wilson, en la mentionnant, n'a certainement pas entendu s'y associer.

S'il y a un fait historique établi à l'heure actuelle, c'est la volonté d'agression de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pour assurer leur hégémonie sur l'Europe et leur domination économique sur le monde. L'Allemagne a prouvé, par la déclaration de guerre, par la violation immédiate de la Belgique et du Luxembourg et par la façon dont elle a conduit la lutte, son mépris systématique de tout principe d'humanité et de tout respect pour les petits Etats; à mesure que le conflit a évolué, l'attitude des Puissances centrales et de leurs alliés

a été un continual défi à l'humanité et à la civilisation. Faut-il rappeler les horreurs qui ont accompagné l'invasion de la Belgique et de la Serbie, le régime atroce imposé aux pays envahis, le massacre de centaines de milliers d'Arméniens inoffensifs, les barbaries exercées contre les populations de Syrie, les raids de zeppelins sur les villes ouvertes, la destruction par les sous-marins de paquebots et de navires marchands, même sous pavillon neutre, le cruel traitement infligé aux prisonniers de guerre, les meurtres juridiques de miss Cawell et du capitaine Fryatt, la déportation et la réduction en esclavage des populations civiles, etc., etc.? L'exécution d'une pareille série de crimes, perpétrés sans aucun souci de la réprobation universelle, explique amplement au président Wilson la protestation des Alliés.

Ils estiment que la note qu'ils ont remise aux Etats-Unis en réplique à la note allemande répond à la question posée par le gouvernement américain et constitue, suivant les propres expressions de ce dernier, « une déclaration publique quant aux conditions auxquelles la guerre pourrait être terminée. »

Le président Wilson souhaite davantage : il désire que les Puissances belligérantes affirment en pleine lumière les buts qu'elles se proposent en poursuivant la guerre; les Alliés n'éprouvent aucune difficulté à répondre à cette demande. Leurs buts de guerre sont bien connus : ils ont été formulés à plusieurs reprises par les chefs de leurs divers gouvernements. Ces buts de guerre ne seront exposés dans le détail, avec toutes les compensations et indemnités équitables pour les dommages subis, qu'à l'heure des négociations. Mais le monde civilisé sait qu'ils impliquent de toute nécessité et en première ligne la restauration de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro et les dédommagements qui leur sont dus; l'évacuation des territoires envahis en France, en Russie, en Roumanie, avec de justes réparations; la réorganisation de l'Europe, garantie par un régime stable et fondé aussi bien sur le respect des nationalités et

POURQUOI LA BELGIQUE A SON MOT PERSONNEL A DIRE



Les Allemands ont passé par là : En haut, les Halles d'Ypres. En bas, à gauche, un quartier de Louvain, à droite, un quartier de Maubeuge. (Phot. Henri Manuel).

sur le droit à la pleine sécurité et à la liberté de développement économique que possèdent tous les peuples, petits et grands, que sur des conventions territoriales et des règlements internationaux propres à garantir les frontières terrestres et maritimes contre des attaques injustifiées; la restitution des provinces ou territoires autrefois arrachés aux Alliés par la force ou contre le vœu des populations; la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchéco-Slovaques de la domination étrangère; l'affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs; le rejet hors d'Europe de l'empire ottoman, décidément étranger à la civilisation occidentale. Les intentions de Sa Majesté l'empereur de Russie à l'égard de la Pologne ont été clairement indiquées par la proclamation qu'il vient d'adresser à ses armées.

Il va sans dire que, si les Alliés veulent soustraire l'Europe aux convoitises truantes du militarisme prussien, il n'a jamais été dans leur dessein de poursuivre, comme on l'a prétendu, l'extermination des peuples allemands et leur disparition politique. Ce qu'ils veulent avant tout, c'est assurer la paix sur les principes de liberté et de justice, sur la fidélité inviolable aux obligations internationales, dont n'a cessé de s'inspirer le gouvernement des Etats-Unis.

Unis dans la poursuite de ce but supérieur, les Alliés sont déterminés, chacun et solidairément, à agir de tout leur pouvoir et à consentir tous les sacrifices pour mener à une fin victorieuse un conflit dont ils sont convaincus que dépendent, non seulement leur propre salut et leur prospérité, mais l'avenir de la civilisation même.

Paris, le 10 janvier 1917.

TEXTE DE LA NOTE DU GOUVERNEMENT BELGE remise par M. Briand à l'ambassadeur des Etats-Unis en même temps que la réponse des gouvernements alliés.

Paris, 10 janvier 1917.

Le gouvernement du roi, qui s'est associé à la réponse remise par le président du Conseil français à l'ambassadeur des Etats-Unis, tient à rendre tout particulièrement hommage aux sentiments d'humanité qui ont dicté à M. le président des Etats-Unis l'envoi de sa note aux puissances belligérantes et il apprécie hautement l'amitié dont il se fait le bienveillant interprète à l'égard de la Belgique.

Autant que M. Woodrow Wilson, il voudrait voir la guerre actuelle prendre fin le plus tôt possible.

Mais M. le Président semble croire que les hommes d'Etat des deux camps opposés poursuivent les mêmes buts de guerre. L'exemple de la Belgique démontre malheureusement qu'il n'en est rien. La Belgique n'a jamais eu, comme les puissances centrales, de visées de conquête. La façon barbare dont le gouvernement allemand a traité et traite encore la nation belge ne permet pas de supposer que l'Allemagne se préoccupe de garantir dans l'avenir les droits des peuples faibles qu'elle n'a cessé de foulé aux pieds depuis que la guerre, déchaînée par elle, a commencé de désoler l'Europe.

D'un autre côté, le gouvernement du roi enregistre avec plaisir et avec confiance l'assurance que les Etats-Unis sont impatients de coopérer aux mesures qui seront prises, après la paix, pour protéger et garantir les petites nations contre la violence et l'oppression.

Avant l'ultimatum allemand, la Belgique n'aspirait qu'à vivre en bons termes avec tous ses voisins ; elle pratiquait avec une scrupuleuse loyauté envers chacun d'eux les devoirs que lui imposait sa neutralité. Comment a-t-elle été récompensée par l'Allemagne de la confiance qu'elle lui témoignait ? Du jour au lendemain, sans motif plausible, sa neutralité a été violée, son territoire envahi, et le chancelier d'Empire, en annonçant au Reichstag cette violation du droit et des traités, a dû reconnaître l'iniquité d'un pareil acte et promettre qu'il serait réparé. Mais les Allemands, après l'occupation du territoire belge, n'ont pas observé davantage les règles du droit des gens, ni les prescriptions des conventions de La Haye. Ils ont, par des impositions aussi lourdes qu'arbitraires, tarifé les ressources du pays ; ils ont ruiné volontairement ses industries, détruit des villes entières, mis à mort et emprisonné un nombre considérable d'habitants. Maintenant encore, tandis qu'ils font sonner bien haut leur désir de mettre fin aux horreurs de la guerre, ils s'ingénient à accroître les horreurs de l'occupation, en emmenant en servitude des travailleurs belges par milliers.

S'il est un pays qui a le droit de dire qu'il a pris les armes pour défendre son existence, c'est assurément la Belgique. Forcée de combattre ou de se soumettre à la honte, elle désire

passionnément qu'un terme soit apporté aux souffrances inouïes de sa population. Mais elle ne saurait accepter qu'une paix qui lui rende son indépendance complète, politique et économique, qui lui assure l'intégrité de son territoire et de sa colonie africaine, qui lui procure, en même temps que des réparations équitables, de sûres garanties pour l'avenir.

Le peuple américain, depuis le commencement de la guerre, a témoigné au peuple belge opprimé sa sympathie la plus ardente. C'est un comité américain, la Commission for Relief in Belgien, qui, en union étroite avec le gouvernement du roi et le Comité national, déploie un dévouement inlassable et une merveilleuse activité pour ravitailler la Belgique, que les Allemands laisseraient mourir de faim. Le gouvernement du roi est heureux de saisir l'occasion d'exprimer sa profonde reconnaissance à la Commission for Relief ainsi qu'aux généreux Américains empressés à soulager les misères de la population belge. Enfin, nulle part plus qu'aux Etats-Unis, les rafles et les déportations de civils belges n'ont provoqué un mouvement spontané de protestation et de réprobation indignées.

Ces faits, tout à l'honneur de la nation américaine, font concevoir au gouvernement du roi le légitime espoir qu'au règlement définitif de cette longue guerre la voix des Etats-Unis s'élèvera avec force pour revendiquer en faveur de la nation belge, victime innocente des ambitions et des convoitises allemandes, le rang et la place que son passé irréprochable, la vaillance de ses soldats, sa fidélité à l'honneur et ses remarquables facultés de travail lui assignent parmi les nations civilisées.

LE NOUVEAU PRÉSIDENT du conseil des ministres de Russie

LA CARRIERE DU PRINCE GALITZINE

PÉTROGRAD, 10 janvier. — Le nouveau président du conseil russe, prince Galitzine, est né en 1850. Il entra en 1870 au ministère de l'Intérieur, où il collabora à la commission des affaires paysannes du royaume de Pologne; puis, en 1875, au même ministère pour le district de Koltenski. Il fut en 1879, gouverneur d'Arkangel; en 1881, vice-directeur du département d'économie politique au ministère de l'Intérieur; puis en 1885 gouverneur d'Arkangel; en 1893, de Kalouga; en 1897, de Tver où il se fit connaître par son attitude envers les Zemstvos. Il fut nommé sénateur en 1903 et membre du conseil d'empire en 1915.

Son programme

PÉTROGRAD, 10 janvier. — La *Gazette de la Bourse* donne aujourd'hui, d'une source qu'elle affirme très sûre, des détails sur le programme gouvernemental du prince Galitzine.

Le nouveau président du conseil est partisan d'une union absolue entre le gouvernement et les Chambres. D'autre part, les intérêts supérieurs de la Russie et de tous les Alliés réclament de la Douma et du conseil d'empire une collaboration étroite avec le pays entier « dans la concentration de tous les efforts vers la victoire définitive. »

LE RELÈVEMENT DES TARIFS DES CHEMINS DE FER en Allemagne et en Hongrie

Les administrations des chemins de fer allemands se sont décidées, devant le renchérissement continu de toutes leurs dépenses d'exploitation, à procéder au relèvement de leurs tarifs.

D'une part, tous les frais accessoires grevant le trafic-marchandises viennent d'être augmentés depuis le 1^{er} janvier dernier.

D'autre part, l'administration des chemins de fer prussiens se dispose tout d'abord à supprimer ou, pour commencer, à relever tous ses tarifs exceptionnels, aux conditions desquels s'effectue plus de la moitié du trafic. En premier lieu, les tarifs sur les charbons et les fers ont été relevés de 20 %.

Cette manière de procéder a soulevé d'énergiques protestations des Chambres de commerce. Elles préféreraient à ces relèvements partiels un relèvement général de tous les tarifs-voyageurs et marchandises, qui aurait l'avantage de ne pas rompre l'harmonie de la tarification et de ne pas porter atteinte à l'égalité des charges.

Le gouvernement hongrois s'est, de son côté, mis d'accord avec le gouvernement autrichien pour relever également les tarifs de ses chemins de fer. La réforme sera mise en vigueur dans les deux pays le 1^{er} février prochain.

La Hongrie avait déjà relevé ses tarifs-voyageurs en 1912 et ses tarifs-marchandises en 1910, en 1912 et en 1913.

On pense que le nouveau relèvement produira une augmentation de ressources supérieure à 120 millions de couronnes.

SUR LE FRONT OCCIDENTAL

Nous repoussons une attaque au nord de Verdun. — Les Anglais étendent leurs reconnaissances jusqu'à la région d'Armentières

La dernière journée a été marquée sur notre front par plusieurs actions de peu d'ampleur, mais fort vives, qui toutes se sont terminées à notre avantage.

Devant Verdun, les Allemands ont attaqué une de nos tranchées au bois des Caurières. On se souvient que ce bois, perdu par nous le 24 février 1916, a été reconquis le 16 décembre, par un nouveau progrès de l'attaque victorieuse qui, la veille, nous avait fait progresser de trois kilomètres sur une étendue de dix kilomètres. Le 17 au soir, l'ennemi contre-attaqua, après un violent bombardement, dans la direction de la ferme des Chambrettes, immédiatement à l'ouest du bois, et parvenait d'abord à nous enlever cette position ; mais dès le lendemain nous l'en rejetions à notre tour, et rétablissions entièrement notre ligne. La tentative d'hier a été plus malheureuse encore pour les Allemands, qui n'ont pu prendre pied dans notre tranchée et ont été repoussés en subissant des pertes sérieuses. Aussi leurs dépêches officielles passent-elles l'incident sous silence.

Elles n'avouent pas davantage les diverses reconnaissances exécutées par les troupes britanniques, notamment à l'est de Loos et devant Armentières, mais, pour que la divergence avec le communiqué de nos alliés ne soit pas trop flagrante, l'échec subi à l'est de Beaumont-Hamel est mentionné en ces termes modestes : « L'ennemi a réussi à occuper un élément de nos tranchées formant saillant. »

Le 6 janvier déjà, les Anglais avaient levé deux postes sur la colline qui sépare Beaumont-Hamel et Miramont. Le nouvel avantage de terrain qu'ils viennent d'obtenir les rapproche encore de la ligne de faite, dont la possession est précieuse pour le réglage du tir, surtout en cette saison où l'observation aérienne est souvent gênée par le brouillard.

Quant aux reconnaissances qu'ils font, depuis plusieurs jours, dans les régions d'Arras et d'Armentières, elles ont pour objet à la fois d'explorer les lignes ennemis et d'achever à la grenade la destruction des abris, commencée par l'artillerie. Ce procédé de combat a été sinon inauguré, du moins appliqué avec plus de méthode que précédemment par nos alliés, avant l'attaque sur la Somme du 1^{er} juillet.

Jean Villars.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

du Jeudi 11 Janvier (92^e jour de la guerre)

14 HEURES.

EN ARGONNE, A LA FILLE-MORTE, nous avons fait sauter une mine qui a causé de gros dégâts dans la tranchée adverse.

SUR LA RIVE DROITE DE LA MEUSE, une attaque des Allemands, dirigée sur une de nos tranchées du BOIS DES CAURIERES, a été repoussée après un vif combat au cours duquel l'ennemi a subi des pertes sérieuses.

Nuit calme partout ailleurs.

23 HEURES.

Actions d'artillerie EN HAUTE-ALSACE, EN WOEVRÉ ET DANS LA REGION DE VERDUN. Calme sur le reste du front.

Communiqué de l'armée d'Orient

Le mauvais temps a continué et empêché toute action militaire importante.

La lutte d'artillerie se poursuit sur tout le front, et, en particulier, SUR LA STRUMA, DANS LA REGION DE MAKOVO ET DE MONASTIR. Notre riposte a été très efficace au nord et à l'ouest de ce dernier point.

Le 6 janvier, les troupes britanniques ont exécuté un raid sur AKINDJALI, A L'EST DU LAC DOIRAN, et ont ramené des prisonniers.

Hier, rencontres de patrouilles au sud de Sérès.

LA GUERRE AERIENNE

Les hydravions britanniques ont bombardé Grevitch, au sud-est de Xanti.

Douze avions britanniques ont bombardé efficacement les établissements militaires de Hudovo et de Strumica.

Une escadrille française de huit avions a réussi un bombardement sur des campements importants près de Vélès.

• DERNIÈRE HEURE •

SUR LE FRONT OCCIDENTAL

La première ligne de défense de Mitau enfoncée par les Russes

LA RÉSISTANCE DE NOS ALLIÉS SUR LE FRONT DE ROUMANIE

Dans la région de Riga, les Russes ont consolidé et étendu les positions conquises en s'emparant d'un village à l'est de Kalnincen, dont l'ennemi avait fait une forteresse armée de nombreuses mitrailleuses. Toutes les contre-attaques ont été repoussées. Les Allemands ont tenté alors d'enrayer les progrès de nos alliés en attaquant le vaste saillant de leur ligne par sa base, à l'endroit où il se détache de la Dvina vers Uxkull. Cette tentative a complètement échoué. Elle révèle l'inquiétude que l'ennemi commence à éprouver au sujet de Mitau. La vigoureuse offensive du général Russky l'a certainement surpris, et des renforts seraient urgents sur cette partie du front, où il ne croyait avoir rien à craindre avant la fin de l'hiver. Nous saurons, dans peu de jours, s'il lui a été possible de pourvoir à cette nécessité.

En Roumanie, l'armée von Gerok a gagné un peu de terrain entre la Kassina et la Susita, mais se trouve encore loin de déboucher dans la plaine, puisque les combats ont lieu vers Campurile, à 8 kilomètres à l'ouest de Racosa, dans la montagne. Au nord de Focșani, des éléments de l'armée von Morgen, qui avaient franchi la Putna par surprise, ont été rejetés sur l'autre rive. Enfin, à l'embouchure du Rimnicu, les Russes gardent toujours, sur la rive droite du Sereș, la tête de pont de Namăloasa.

En Macédoine, la lutte d'artillerie reste vive au nord de Monastir, et dans la boucle de la Cerna vers Makovo. — J. V.

PETROGRAD, 11 janvier. — Communiqué du grand état-major :

FRONT OCCIDENTAL. — Dans la région au sud du lac de Babit, la lutte continue. Dans la journée du 10 janvier, nous nous sommes emparés, à l'est de Kalnincen, d'un village que l'ennemi défendait avec une grande quantité de mitrailleuses : deux

contre-attaques ennemis ont été repoussées à six verstes à l'est de Kalnincen, trois attaques ennemis ont échoué avec de grosses pertes. Au nord-ouest d'Uxkull, les Allemands ont déclenché une offensive, mais ils ont été dispersés par notre feu.

FRONT ROUMAIN. — L'ennemi s'est emparé de deux collines au nord de la rivière Oituz. Dans les régions au sud-est de Monastirka-Kassinou (sur la Kassina) et au nord-est de Campurile (sur la Susita), les attaques acharnées de l'ennemi ont réussi à rejouer légèrement les Roumains. A la faveur du brouillard, l'ennemi ayant traversé la Putna, région d'Ivenesci (10 verstes au nord de Focșani), attaqua un de nos régiments ; mais une contre-attaque rapide obligea l'ennemi à regagner l'autre rive en nous abandonnant des prisonniers.

FRONT DU CAUCASE. — Aucun changement.

Autour de Mitau

PETROGRAD, 11 janvier. — Des renseignements complémentaires confirment que les Russes ont enfoncé la première ligne de la défense allemande au nord de Mitau, à vingt verstes de la ville.

Les critiques militaires mettent en relief l'importance de ce succès, car les Allemands ont appliqué dans cette région tous les moyens techniques pour rendre leurs positions inexpugnables.

Les Allemands ont amené de nombreux renforts et multiplié, la nuit et le jour, les contre-attaques, cherchant à rétablir le front compromis ; mais les Russes tiennent ferme et maintiennent tous les gains réalisés.

Les Russes opèrent aussi avec succès sur la rive gauche du Chlok, tandis que d'autres éléments avancent sur la rive droite. Cette rivière n'est qu'à dix verstes de Mitau.

LA GRÈCE A CÉDÉ A L'ULTIMATUM

Il n'y a qu'à prendre acte de cette acceptation sans réserve et à en contrôler l'exécution

La Grèce a cédé à l'ultimatum et sa réponse a été telle que tout la faisait prévoir. Le scénario de l'acceptation peut se reconstituer facilement. Par télégraphie sans fil, le roi Constantin aura demandé à Guillaume II : « Est-ce le moment ? » Et Guillaume II aura répondu : « Pas encore. » Là-dessus la Grèce a accordé à l'Entente tout ce qu'elle demandait.

L'Entente n'a qu'à prendre acte de cette acceptation complète. La Grèce s'est inclinée. C'est entendu. Il ne lui reste plus qu'à s'exécuter. Comme nous l'avons dit, nous avons des moyens de vérifier immédiatement la sincérité du gouvernement hellénique : le rétablissement du contrôle et la mise en liberté des vénézélistes en seront les pierres de touche. Pour l'instant les Alliés n'ont qu'à surveiller l'exécution intégrale du programme qu'ils ont fixé. Il n'y a pas à sortir de là. — J. B.

LE PIRÉE, 11 janvier. — Le gouvernement grec vient de remettre sa réponse à l'ultimatum des puissances de l'Entente.

La Grèce accepte l'ultimatum de l'Entente. — (Havas.)

Une dépêche antérieure nous donne quelques détails sur les délibérations qui ont précédé l'acceptation de l'ultimatum par le gouvernement hellénique.

UN CUIRASSÉ ANGLAIS COULÉ PAR UN SOUS-MARIN

Treize hommes d'équipage sont portés disparus

LONDRES, 11 janvier. — L'Amirauté annonce que le cuirassé anglais *Cornwallis* (capitaine Davidson), a été coulé le 9 janvier, dans la Méditerranée, par un sous-marin ennemi.

Le capitaine et tous les officiers ont été sauvés, mais treize hommes sont manquants. On craint qu'ils n'aient été tués par l'explosion.

Le *Cornwallis* était un cuirassé de 14.000 tonnes, de la classe 1898. Son armement comprenait 4 canons de 12 pouces, 12 de 6 et plusieurs autres de divers calibres.

Son effectif complet serait d'environ 750 hommes.

UNE ALERTE DE ZEPPELINS

Ils ne sont pas venus sur Paris

Hier soir, à 7 heures moins 5, une alerte de zeppekins était soudain signalée aux Parisiens. Les pompiers parcoururent la capitale en actionnant les sirènes adaptées à leurs voitures et l'obscurité se fit dans les rues, dans les gares, aux Halles centrales.

Où les zeppekins avaient-ils été signalés ? On s'en inquiétait de tous côtés, mais vainement. Près de Melun, disait-on, mais rien ne vint confirmer le renseignement.

A 8 heures moins 10, la préfecture de police fut avisée que tout danger avait cessé. Les pompiers parcoururent à nouveau les rues pour en informer la population qui avait, faut-il le dire, conservé tout son calme.

Un grave accident a, malheureusement, été la conséquence de cette alerte.

Une trentaine d'avions avaient pris l'air au premier appel de la sirène du camp du Bourget, malgré le vent qui soufflait avec violence.

En atterrissant, l'avion de chasse piloté par le lieutenant Bédora a pris feu. Grièvement brûlé à la tête et sur tout le corps, l'officier a été transporté à l'hôpital Lariboisière, ainsi que le mécanicien Marchal, qui a la cuisse cassée.

NOUVELLES ET DÉPÉCHES

On annonce de Berlin la mort de Schwarzkoppen, l'ancien attaché militaire allemand à Paris, dont il fut beaucoup question lors de l'affaire Dreyfus. Il était âgé de soixante-sept ans.

LA RÉUNION DU GUILD'HALL

UN GRAND DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE

LONDRES, 11 janvier. — Jamais un meeting organisé au Guildhall n'avait suscité autant d'intérêt que celui qui eut lieu cet après-midi pour le lancement de l'Emprunt anglais de la victoire.

C'est à trois heures que le meeting fut ouvert par le lord-maire et aussi M. Bonar Law commença d'exposer les modalités de l'emprunt qui rapportera 5 pour cent et sera émis à 95 livres pour une durée de 30 ans, l'Etat se réservant de rembourser au pair au bout de 12 ans. Après avoir indiqué les facilités et les avantages accordés aux souscripteurs, le chancelier de l'Échiquier fit appel au patriotisme de tous et dit la conviction qu'il éprouvait du succès de l'emprunt.

« Tant qu'il y aura de l'argent dans le pays, la poursuite de la guerre sera aisée. La situation est bonne à tous points de vue. La machine militaire allemande est établie sur des fondations intérieures qui s'écroulent irrésistiblement sous nos yeux. »

Cet exposé terminé, M. Lloyd George se leva, au milieu d'un tonnerre d'applaudissements, et il s'exprima en ces termes : « L'emprunt qui vous est offert n'est pas seulement un placement avantageux, mais il faut encore qu'il prouve et il le prouvera par son succès, dont je ne doute pas, la détermination absolue et plus ferme que jamais de ce pays de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire. Le Kaiser a dit à son peuple que les alliés avaient rejeté ses offres de paix. Il a eu recours à cette manœuvre pour endormir et vaincre la résistance de ses sujets qu'il ne peut plus mener aussi docilement que jadis. Nous n'avons rejeté aucune condition de paix. On ne nous en a jamais fait. Nous n'en avons jamais vues. Ce que l'on nous a offert, ce ne sont pas des conditions, mais un piège dans

lequel on voulait nous attirer par de belles paroles. Il conviendrait, en effet, à l'Allemagne de faire la paix actuellement, mais en imposant ses propres conditions.

Nous aussi, nous désirons la paix, nous la souhaitons tous, mais nous voulons que ce soit une vraie paix, une paix durable.

Les alliés sont tous du même avis, continua le premier ministre ; la guerre est préférable à la domination prussienne régnant en maîtresse sur l'Europe. Ils l'ont déclaré nettement dans leur réponse à l'Allemagne ; ils l'ont déclaré plus clairement encore dans leur réponse au président des États-Unis. La tâche que nous avons à accomplir est formidable, assurément. Au cours de la conférence qui vient d'avoir lieu à Rome, nous ne nous sommes fait aucune illusion sur son importance. Mais nous n'avons pas davantage conçu le moindre doute sur son issue. Nous avons examiné la situation, nous avons envisagé les difficultés qu'elle offre et nous avons pris les mesures nécessaires pour y faire face.

A l'heure actuelle, les alliés sont convaincus que si la victoire est difficile à remporter, la défaite, en revanche, est impossible.

LE COMMUNIQUÉ ITALIEN

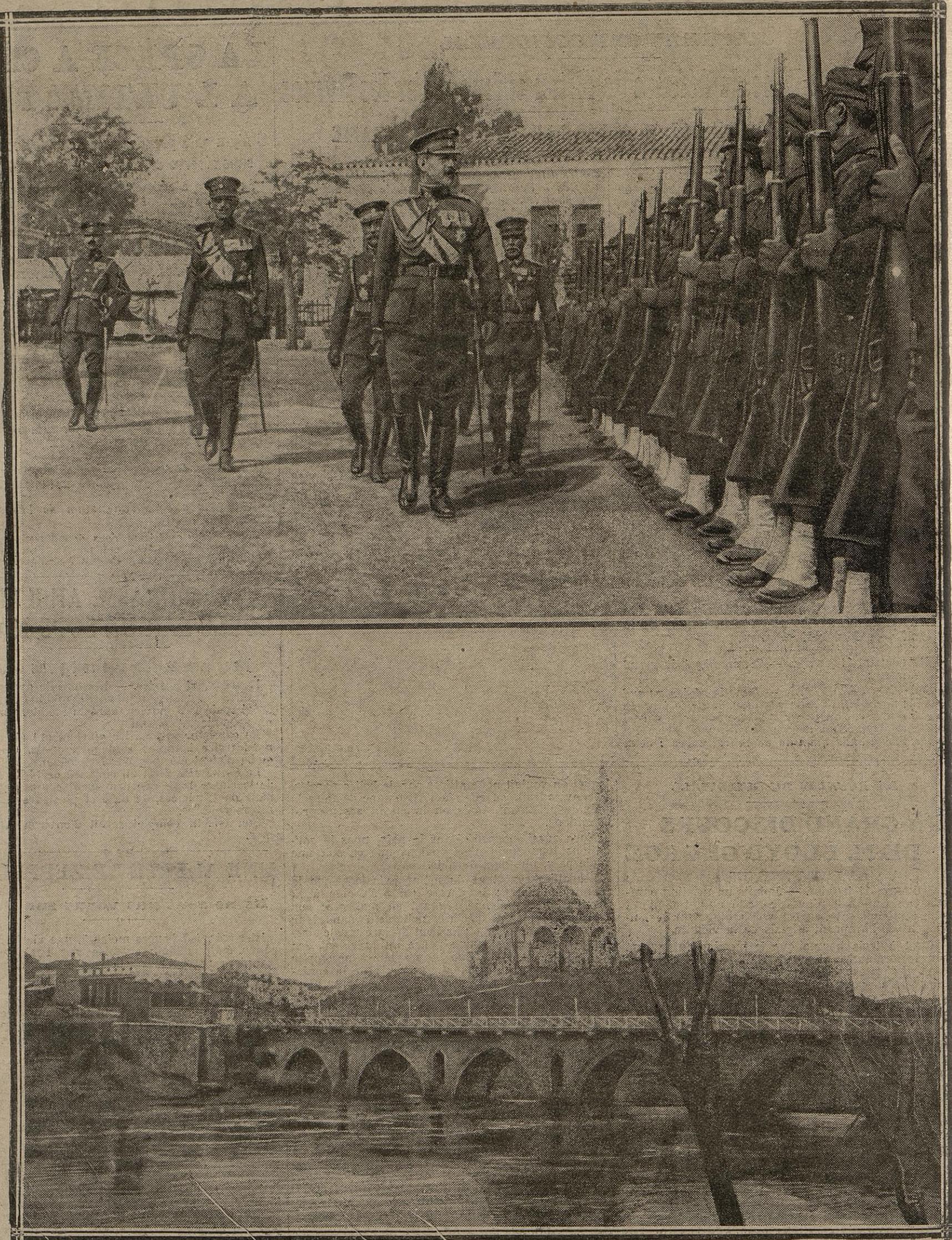
ROME, 11 janvier. — SUR LE FRONT DU TRENTIN, des neiges abondantes et un brouillard épais ont contrarié l'action des artilleries.

SUR LE FRONT DES ALPES JULIENNES, action intermittente des artilleries et des mortiers de tranchées et activité des patrouilles.

Notre artillerie, au moyen de tirs précis, a dispersé des rassemblements ennemis près de la gare de Volciadraga (Ovcia Draga).

FRONT D'ALBANIE. — Au sud-est de Gorizia, dans la journée du 9, nous avons occupé Gormein, sur la route de Ljaskovik à Gorizia.

LES TROUPES DU ROI CONSTANTIN ET LEUR ACTION



La réponse du gouvernement grec a été remise avant-hier, dans l'après-midi, aux représentants de l'Entente. Elle constitue, on l'a lu d'autre part, une acceptation des clauses de notre ultimatum. Ce document diplomatique exigeait notamment la réduction de l'armée grecque, employée jusqu'ici officieusement contre nous, à des forces de police. Voici le roi Constantin passant en revue les régiments de la garnison d'Athènes. Au-dessous, le pont de Larissa, que les troupes du beau-frère du kaiser firent sauter, il y a deux semaines, pour retarder le retrait des troupes réclamé par les Alliés.

LES HOMMES DU JOUR EN RUSSIE



La nomination du prince Dimitri Galitzine-Mouravline à la présidence du Conseil des ministres russes, en remplacement de M. Trépoff, démissionnaire, lequel, à la fin de novembre, remplaçait lui-même M. Sturmer, a fixé tous les regards sur la Russie. En même temps, on apprenait que le général Roussky venait d'opérer une diversion particulièrement heureuse devant Riga. En haut, le général Roussky (X) est photographié, entouré des officiers de son état-major. Le prince Galitzine (X) figure sur la photographie du bas, en compagnie de la princesse, avec laquelle il se rend en traîneau à la chasse.

AU PALAIS-BOURBON**M. Deschanel défend le Parlement contre certaines critiques****La Chambre vote l'affichage de son discours**

M. Deschanel a connu, hier, un de ses plus beaux succès. Il a répondu à certaines critiques dirigées contre l'assemblée. Et ses collègues l'ont fort applaudie.

Après l'hommage à ceux qui se battent, M. Deschanel s'exprima en ces termes :

En présence de tant de grandeur et de tant de deuils, je ne paierais pas de nous, si dire à la France certaines vérités et lui montrer certaines méprises n'était pas aussi un moyen de servir nos héros et d'aider à la réalisation de leurs espérances.

Aux heures les plus critiques, c'est vous qui avez établi les programmes d'armements et de munitions. (Applaudissements) et ensuite vous vous êtes efforcés de diminuer les retards, pour donner à nos armées ce qu'elles réclamaient avec impatience. Cela, le pays l'ignore ! (Applaudissements.)

Une voix à gauche. — On le lui cache !

M. Deschanel. — Les travaux, les rapports de vos commissions, où tous les partis sont représentés, n'apparaîtront que plus tard.

En attendant, il est des personnes qui vous reprochent de trop vous mêler des affaires diplomatiques et militaires ; seulement, si quelque chose ne réussit pas, comme c'est vous qui avez le contrôle, c'est vous qui on essaiera de rendre responsable. (Bravos prolongés.)

M. Charles Bernard. — Voilà qui est parlé.

M. Deschanel. — On voudrait que la guerre fut plus courte ; mais, quand vous proposez des mesures qui, en la rendant plus active, doivent l'abréger, on blâme vos initiatives. (Bravos prolongés.)

Il suffit de rapprocher ces exigences contradictoires pour en sentir l'exagération. Le pays ne sait pas, ne peut pas savoir tout ce que vous savez ; de là des malentendus que les bons citoyens et les esprits éclairés devraient prendre à tâche de dissiper.

Et s'il arrive que dans cet accord magnifique des consciences françaises qui, chez tous les peuples, émeut les cœurs, s'il arrive que, dans cet hymne sacré de l'âme nationale, une corde se brise, oh ! alors aussitôt on couvre du même scandale tous les élus de la France (Applaudissements), comme s'ils étaient responsables de paroles qu'ils ne peuvent cependant pas arrêter avant qu'elles aient été prononcées, comme s'ils étaient solidaires d'actes que leur vote condamne ! (Applaudissements.)

Et bien ! pour l'honneur de la France, tous nous avons un premier devoir : c'est d'opposer résolument à ces confusions injustes qui font le jeu de l'ennemi, toute notre raison et tout notre courage.

Et nous en avons un autre : c'est, puisque la guerre se prolonge — rien, nulle part, n'avait été prévu pour cela — d'y adapter nos méthodes et d'accélérer nos procédures, afin de ne dire que le nécessaire : le bon ordre et la discipline dans nos débats sont aussi une forme du patriotisme. Il n'est pas besoin, pour cela, de porter le trouble dans nos institutions. (Longs applaudissements.) Ce sera l'éternel honneur de notre pays d'avoir su faire face au plus grand bouleversement de tous les âges sans toucher aux lois.

Si le régime parlementaire a ses défauts — et qui les connaît mieux que nous ? — que sont-ils auprès des calamités d'une guerre déchainée par l'ambition d'un autocrate ?

C'est ainsi que nous seconderons la vaillance de nos chers soldats et que nous remplirons notre programme, dont les deux premiers articles demeurent la délivrance de la Belgique et la restitution de l'Alsace-Lorraine (vifs applaudissements), le seul qui puisse compenser nos sacrifices, apaiser nos morts et assurer à nos enfants une paix durable, digne de la France et de la République. (Vifs applaudissements.)

Les députés, debout, firent à ce moment une ovation à leur président. L'affichage, demandé sur de nombreux bancs, fut décidé à l'unanimité.

Dans une deuxième allocution, M. Deschanel rentra dans le bureau d'Agé et M. de Mackau.

La Chambre, après avoir ensuite fixé son ordre du jour, décida ensuite de discuter cet après-midi l'interpellation de M. Pasqual, sur le logement des réfugiés, et de reprendre mardi le projet sur les dommages de guerre.

Léopold Blond.

CE MATIN
dans
Le Petit Parisien
LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DU MONDE ENTIER

Judex

EXCELSIOR**AU LUXEMBOURG****Une allocution applaudie de M. Antonin Dubost****Un hommage à notre armée**

Au Sénat, M. Antonin Dubost qui, assez souffrant, n'avait pas présidé depuis quelques semaines, a repris, hier, possession du fauteuil. Ses collègues lui ont fait, à cette occasion, une discrète manifestation de sympathie.

Dans son discours, après avoir remercié ses collègues de leur confiance, M. Antonin Dubost leur a dit :

Vous êtes unanimes à poursuivre la guerre jusqu'à ce que ceux qui l'entraînent soient impuissants à la continuer ; — jusqu'à la libération définitive de la France, si souvent et si longtemps envahie ; — jusqu'à ce que, dans une Europe affranchie, grands et petits soient délivrés du cauchemar prussien ; — jusqu'à ce que, en un mot, la signature de la France et de ses alliés soit confirmée par la victoire !

Pour y parvenir, vous êtes unanimes aussi à vouloir, au nom du pays, que tous ses organismes d'administration et de combat soient portés à leur maximum de puissance, et qu'ils soient dans ce but réformés et perfectionnés sans relâche. Le pays sait qu'il n'est pas au bout de ses épreuves, mais il voudrait être au bout des erreurs évitables. (Vives approbations.)

M. Dubost a terminé par un hommage à nos héroïques soldats et marins et à leurs chefs.

Le Sénat décida, ensuite, de siéger cet après-midi pour discuter : 1^e le projet de loi sur l'insurrection et la désertion ; 2^e le projet de loi sur les retraits de naturalisation.

Nouvelles parlementaires**La révision des lois constitutionnelles**

La commission spéciale chargée d'examiner les propositions relatives à la révision de la Constitution déposées par MM. Renaudel, André Hesse, Forgoet, Georges Bonnefond et Paul-Meunier a repoussé hier les diverses propositions dont elle était saisie.

Cette décision n'implique pas, d'ailleurs, que la commission se refuse à envisager, pour l'avenir, une révision des lois constitutionnelles ; mais elle estime que le moment n'est pas opportun. M. Gaston Thomson a été chargé du rapport.

La réquisition des alcools

La commission des boissons a décidé, hier, de demander au gouvernement des explications sur la réquisition des alcools qui vient d'être ordonnée.

La taxation des vins

La commission des boissons a repoussé hier la proposition de M. Aristide Jobert, tendant à la taxation des vins.

L'affaire des carbures

M. Paul-Meunier a déposé hier une demande d'interpellation sur les réquisitions récemment prises par le parquet contre un juge d'instruction du tribunal de la Seine dans une affaire intéressant la défense nationale. M. Puech est nommé président de la commission du Commerce

M. Puech a été nommé, hier, président de la commission du commerce et de l'industrie, en remplacement de M. Raoul Péret, qui avait fait savoir à ses collègues que ses fonctions de rapporteur général de la commission du budget ne lui permettaient plus de présider leurs séances avec assez d'assiduité.

La crise des Monts-de-Piété

M. Louis Martin, sénateur du Var, a déposé hier une demande d'interpellation sur la crise des Monts-de-Piété.

LA CRUE DE LA SEINE

La crue de la Seine a dépassé les cotés minimum prévus pour la journée d'hier et, après le service des bateaux parisiens, le service des transports par chalands a dû être interrompu presque complètement.

L'eau atteignait à midi :

Pont d'Austerlitz, 4^m35 ; pont de la Tournelle, 4^m17 ; pont Royal, 5^m29 ; à Bezons, 4^m91.

A Suresnes et à Puteaux, les quais inférieurs sont à moitié envahis ; la pointe nord de l'île Rothschild est également submergée ; les chemins de halage, les prés bas, les aspergières du Petit-Gennevilliers et d'Argenteuil ne sont plus abordables. A Clichy, Asnières et Levallois-Perret, tout travail de déchargeement est interrompu.

Le Bercy à Auteuil, tout au long du trajet de la Seine dans Paris, l'eau déborde et entoure les tonnes de charbon, de pierres et de sable, les grues, des tonneaux de vin amassés sur les quais. Sur plusieurs points, la ligne de chemin de fer de Grenelle, construite il y a quelques mois, est submergée.

Au cabinet de M. Herriot, on déclare que l'amélioration constante des transports par voie ferrée permet d'espérer une appréciable compensation. Le projet de faire sauter les arches de certains ponts est complètement abandonné ; la violence du courant est déjà telle qu'elle rendrait périlleuse, à elle seule, la manœuvre des péniches. On envisage aussi la possibilité de dégager le port de Javel.

Vendredi 12 janvier 1917

TRIBUNAUX**Un zouave condamné à mort**

Des agents arrêtaient dans le grand hall de la gare de Lyon, le 25 avril dernier, un individu que des voyageurs accusaient de vols de portemonnaie. Le zouave Semet, du 3^e régiment, qui, sa permission terminée, allait regagner le front, s'approcha du groupe.

A la vue de celui qui se débattait au milieu des agents, le zouave s'écria : « Mais c'est mon frère que vous venez d'arrêter. C'est un honnête homme, vous ne l'emmenez pas. »

Un employé des postes, du nom de Vanot, se joignit à lui pour soustraire celui que le zouave avait appelé son frère des mains des gardiens de la paix. Une bagarre s'ensuivit, une partie de la foule prenant part et cause pour le zouave et Vanot. Ce dernier fut arrêté. Semet ayant remis son livret au lieutenant commandant le poste de la gare, voulut le lui reprendre. Sur le refus de l'officier, il frappa celui-ci et, lui arrachant des mains le livret, tenta de prendre la fuite. Mis en état d'arrestation, Semet comparaissait hier, ainsi que Vanot, devant le 1^{er} conseil de guerre.

Après réquisitoire du lieutenant Cresson et plaidoiries de M. Germaine Picard et de M. Bequet, le zouave a été condamné à la peine de mort et l'employé des postes à deux mois de prison.

M. Germaine Picard, invoquant les glorieuses blessures reçues par le zouave Semet, a réussi à faire signer aux membres du conseil de guerre un recours en grâce en faveur de son client.

Un jeune homme qui promet

Pierre Decussy, âgé de dix-neuf ans, ajusteur-mécanicien, avait déserté l'atelier pour s'adonner plus librement à sa passion, le cinéma. Il passait ses après-midis à voir défiler sur l'écran les films policiers. Mais, pour laisser croire à sa mère qu'il continuait à travailler, le jeune homme avait besoin d'argent. Pour s'en procurer, il adressa des lettres comminatoires aux directeurs des principaux magasins de la capitale, les menaçant de les faire flamber si une somme de mille francs ne lui était pas remise le jour, à l'heure et à l'endroit qu'il indiquait.

Aux particuliers, Pierre Decussy se contentait de demander vingt-cinq louis. Arrêté, il fit des aveux complets.

Les juges de la 10^e chambre correctionnelle, devant lesquels il comparaissait hier, tenant compte de sa situation de famille, il est le dixième survivant de seize enfants, ne lui ont infligé, malgré la gravité de l'inculpation : tentatives d'extorsion de fonds avec menaces de mort, qu'une peine de quatre mois d'emprisonnement.

LES REVENUS PRIVÉS ET LE TRÉSOR DE GUERRE

Le public encaisse, au mois de janvier, les coupons de la Rente perpétuelle et d'autres valeurs nombreuses : les obligations sorties au tirage de la Ville de Paris, du Crédit Foncier, des Compagnies de Chemins de fer, etc... et divers revenus fixes.

Le devoir d'un vrai Français est, après avoir prélevé sur ses ressources les sommes nécessaires pour ses besoins indispensables, de mettre le reste à la disposition du pays, pour lequel tant d'hérosisme se manifeste tous les jours.

C'est par l'achat de Bons de la Défense nationale que les disponibilités entrent dans le trésor de guerre.

Ces Bons s'obtiennent à tous les guichets du Trésor, dans tous les bureaux de la Banque de France, des autres banques et de la Poste, chez les notaires, les percepteurs, etc.

Il existe des Bons de 5 francs, 20 francs, 100 francs, 500 francs, 1.000 francs, etc... Leur échéance est de 3 mois, 6 mois ou 1 an. Les premiers rapportent 4 0/0, les autres 5 0/0.

Ils sont exempts d'impôts et, sauf pour les Bons de 5 francs et de 20 francs, l'intérêt est payé au moment même où l'on achète le Bon.

Si le porteur de ces Bons a besoin d'argent avant l'échéance des Bons, il peut en obtenir, puisqu'il lui est possible soit de les faire escompter en banque, soit de les déposer en garantie d'avances.

LAIT CONDENSÉ FARINE LACTÉE

NESTLÉ

En Vente chez les Pharmaciens Epiciers Herboristes

LA MARQUE PRÉFÉRÉE

La lettre

Histoire authentique.

Dans le village lorrain, proche des lignes, on m'a montré une vieille femme, aux traits rudes, aux yeux creusés par l'âge et sans doute aussi par les larmes. Elle allait son chemin, silencieuse, indifférente à la vie.

Et l'on me dit cette phrase qui me surprit :

— Au moins, elle, s'est vengée.

Vengée ! De quoi ?

Alors, une autre vieille, peut-être jalouse un peu de cette vengeance, me mena voir un coin de ruines lamentable, tout un écoulement de pierres :

— C'était sa maison... Les ruines, à côté, furent ma maison à moi. Mais je n'ai pas eu sa chance... de pouvoir...

— De pouvoir quoi ?

La femme hocha la tête et se signa, comme s'il y avait des choses trop terribles pour être dites...

J'ai voulu savoir. Et voici ce qui me fut chuchoté, tout bas :

La Françoise — c'est de celle qui se vengea qu'il s'agit — vivait heureuse en ce pays, avec son fils. Elle avait une belle maison enguirlandée de glycines. Le gars était travailleur et sobre. Tout allait donc pour le mieux.

La guerre arriva. Le fils partit. Il se fit tuer dès le début, à la Chipotte, en brave. Même, il fut un des premiers à qui l'on conféra la médaille, avec une citation d'héroïsme : « Il avait crânement résisté, tout seul, à des ennemis supérieurs en nombre. »

Pendant ce temps, la mère gardait la maison, tâche de douleur, car l'invasion submergeait ce coin de Lorraine.

Elle eut le temps de connaître son deuil et le courage du petit. Tout son bonheur était emporté.

Il fallait vivre, pourtant, et pire que vivre : recevoir chez elle des ennemis.

Pour sa part, elle eut un grand lieutenant de vingt-quatre ans — l'âge de son fils — mais parfumé, hautain, qui s'installa sans politesse, but sa mirabelle, et, quand il fut ivre, étala devant elle, pour la narguer, un portefeuille bourré de billets de banque et de cartes armoriées. Sa mère, la baronne von B..., était reçue à la cour. Elle habitait avec lui à Berlin et envoyait des « delikatesses » toutes les semaines.

Machinalement, la Françoise ramassa une de ces cartes et la mit dans son corsage.

A plusieurs reprises, le lieutenant, à l'heure du courrier, parla de cette grande dame, dont il était le fils et « l'honneur », car, disait-il, sa mère était fière de lui.

Or, il arriva, un jour, que, sous un prétexte futile, l'officier encore ivre, mais férolement, fit mettre le feu à plusieurs maisons du village. L'incendie se propagea sous le vent et gagna jusqu'à la maison de la Françoise.

C'est peu après ce moment que les Français revinrent. Aux premiers coups de nos canons, le beau lieutenant parut fort inquiet et, lorsque nos patrouilles furent signalées, il détala, sans chercher à faire la moindre résistance.

La Françoise le vit partir ainsi, lâchement...

Et elle le compara à son petit qui, lui, s'était si bien défendu.

Le temps passa. Elle, qui n'avait plus d'enfant, plus de foyer, se blottit dans un coin de ruines. On croyait qu'elle ne survivrait pas à tant de chagrins. Mais elle répétait :

— J'ai besoin de vivre.

Et, un jour, après bien des semaines — peut-être attendait-elle ce jour — un officier, qui cantonnait pas loin, la vit venir en grand mystère :

— Faites excuse, monsieur. Mais on m'a dit qu'une de vos parents, votre sœur, je crois, allait bientôt se rendre en Suisse pour voir un grand blessé qui y est soigné.

— C'est exact. On vous a bien informée.

Alors, d'une voix qui tremblait un peu sous l'émotion, la Françoise demanda :

— Pourriez-vous donner à votre sœur une commission ?

— Volontiers...

— C'est qu'il s'agit d'une lettre à mettre à la poste en Suisse...

— Une lettre... pour où ?

— Pour l'Allemagne... Tenez, je l'ai là...

Ses yeux étaient si suppliants que l'officier, sans répondre, machinalement, prit l'enveloppe.

— Une lettre pour l'Allemagne, pourtant...

La vieille ajouta :

— J'ai mis sur la table cinq sous pour le timbre... Je veux que cette lettre arrive... Je le veux de toutes mes forces.

Et elle se retira, en remerciant avec des mots embarrassés. Mais ses yeux brillaient, contents...

L'officier — c'est de lui-même que je tiens cet authentique récit — contemplait avec quelque stupeur cette commission inattendue et si instantanée.

Probablement, la Françoise guettait-elle depuis longtemps l'occasion propice. Bientôt, en effet, il allait en permission voir sa sœur, avant qu'elle partît. Tout était parfaitement combiné.

Mais faire mettre à la poste une lettre pour l'Allemagne était plutôt un peu gênant.

La suscription portait :

Baronne von B...
40, Regentenstrasse,
Berlin.

Quelle étrange commission !

Avant de s'en charger, l'officier voulut savoir de quoi il retournait, et, sans scrupule aucun, rompit l'enveloppe.

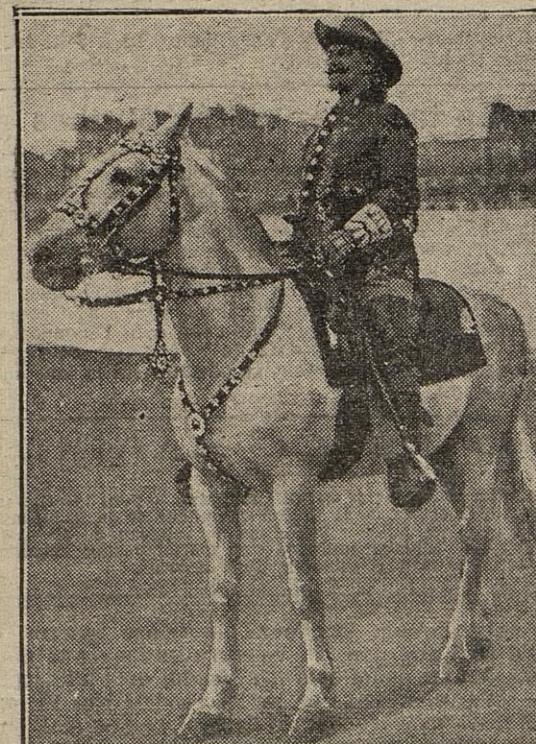
Il y trouva ces lignes, simplement :

Une mère française, dont le fils est mort bravement, tient à vous dire que votre fils à vous n'est qu'un lâche, qui s'est enfui sans combattre devant nos soldats.

Et la signature précise suivait.

La lettre a été mise à la poste à Lausanne.

Henry de Forge.



Plus connu sous le nom de Buffalo Bill, le colonel Cody, qui vient de mourir, s'était acquis une réputation mondiale à la suite des exploits qu'il accomplit, comme officier américain, contre les Peaux-rouges. Il organisa à travers le monde des tournées d'exhibition et se fit notamment applaudir à Paris à différentes reprises.

LE GÉNÉRAL GOURAUD à Saffi

SAFFI, 10 janvier. — Le résident général Gouraud, accompagné du général de Lamotte, commandant la subdivision de Marrakech, et son état-major et du commandant Delachaux, commandant le cercle de Mogador, a quitté Mogador à 8 heures, se rendant à Saffi.

En cours de route, à l'endroit où le fleuve Tensift marque la délimitation entre la subdivision de Marrakech et la région de Saffi, le caïd Hadji a offert une diffa en l'honneur du résident.

Le général de Lamotte a pris alors congé du général Gouraud, à la rencontre duquel s'était porté le commandant Benazet, commandant le cercle de Saffi.

Le cortège du résident a été salué sur la route par les tribus des régions traversées. Il est entré à Saffi à 15 heures.

ÉCOLE Boulevard Poissonnière, 19 **PIGIER**
Commerce. Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

L'insigne des blessés et réformés de la guerre

Ce terme générique est celui qui, désormais, désignera usuellement l'insigne, constitué par un ruban orné d'une étoile rouge vif, dont la distribution aux ayant droit vient d'être commencée.

Ceux-ci, d'après les termes de la circulaire du 11 décembre, sont « les blessés de guerre, les retraités, ou mis hors cadres, ou réformés pour maladies contractées ou aggravées au service ».

Il faut, évidemment, ajouter « au cours de la campagne actuelle contre l'Allemagne et ses alliés », texte figurant dans le règlement ministériel du 11 août précédent sur le même sujet, et bien que ne se trouvant pas répété dans celui de ladite circulaire.

En ce qui concerne les blessés, il ne peut y avoir de doute : quel que soit leur sort, qu'ils soient rentrés au combat après guérison, qu'ils aient été versés dans le service auxiliaire ou bien libérés, à n'importe quel titre, tous les blessés de guerre ont droit au ruban commémoratif orné de l'étoile.

On ne peut dire que la même précision existe quand il s'agit de l'autre catégorie, c'est-à-dire des « retraités, ou mis hors cadres, ou réformés pour maladies contractées ou aggravées au service ».

La mesure doit-elle s'appliquer à tous les militaires dans ce cas, tant à ceux de l'intérieur que de la zone des armées, aussi bien à ceux du service auxiliaire que du service armé ?

A la lettre, on ne peut que conclure affirmativement, et, du reste, aucune restriction, sous ce rapport, ne se découvre dans les documents et débats auxquels a donné lieu le vote, à la Chambre, de la résolution du 27 juillet, d'où est sortie la création de l'insigne dont il s'agit.

Au contraire, dans le remarquable rapport rédigé par M. le député Henry Paté, il est déclaré, au nom de la commission de l'armée, qu'il convient de faire preuve, dans cette voie, de la plus grande largeur d'esprit ; que les mobilisés dans les usines pour la défense nationale, même, blessés ou autres, devront être compris dans les catégories indiquées.

Les auxiliaires réformés sans avoir appartenu au service armé (il y en a dans la zone des armées comme à l'intérieur) ; les réformés temporaires de l'une et l'autre catégorie ; les militaires du service armé versés dans l'auxiliaire pour maladies contractées au service, qui avaient été indiqués antérieurement comme devant recevoir l'insigne, ces cas et d'autres encore, sans doute, appellent des solutions émanant de l'administration de la guerre et qui, adoptées sans retard, simplifieraient les choses pour tout le monde.

Il serait en même temps désirable qu'une différence fût faite entre les catégories d'ayants droit, et rien ne serait plus simple : l'étoile rouge demeurant tout indiquée pour les blessés de guerre seuls, il suffirait d'en changer la teinte pour les autres, en en donnant une particulière aux réformés numéros 1, dont la maladie ou l'impuissance résulte exclusivement des fatigues et dangers du service militaire.

Commandant V...

LA TERREUR ALLEMANDE EN BELGIQUE

ASSASSINATS ET DÉPORTATIONS

Les cheminots belges refusent de travailler pour l'ennemi.

LE HAVRE, 11 janvier. — On apprend ici, de source sûre, que les Allemands ont repoussé, le 15 décembre, tous les recours en grâce formulés par les condamnés d'Hasselt, alors que, le 12, l'Allemagne proposait la paix.

Détail navrant : une Campinoise, mère de deux jeunes enfants, sollicita du directeur allemand de la prison de Hasselt l'autorisation de voir son mari détenu ; elle ne l'obtint pas, mais fut priée de repasser.

Le lendemain matin, elle se présenta à nouveau et on lui remit les vêtements encore chauds de son mari, qui venait d'être fusillé.

D'après les *Nouvelles de Maestricht*, on évalue à 25.000 le nombre des déportés venus de la province du Luxembourg et dirigés vers Liège et l'Allemagne, par la ligne de l'Ourthe.

Pendant dix jours, trois trains bondés de déportés passèrent régulièrement chaque jour. A l'intérieur des wagons, les déportés chantaient la *Brabançonne*, la *Marseillaise* et criaient au passage : « A bas l'Allemagne ! A bas le kaiser ! A bas nos bourreaux ! »

La *Libre Belgique* dit que cent machinistes des chemins de fer belges ont été appelés à Schaebeek, faubourg nord de Bruxelles, pour signer un engagement de travail.

L'autorité allemande leur a promis, en cas d'acceptation, de leur assurer un certain salaire, et, en cas de refus, les a menacés de torturer leurs familles.

Les cheminots ont courageusement refusé.

THÉATRES

PETITE GAZETTE DE LA COMÉDIE

Un mot encore au sujet de la taxe, une précision. Quand je disais hier que toutes les places, *gratuites ou payantes*, étaient soumises à cet impôt, il ne s'agissait, bien entendu, que des places au-dessus de 5 francs. Vous savez que la loi exonère les « petites places » dans les théâtres subventionnés.

L'indisposition de Mlle Boyé ne devait pas être bien grave; l'intelligente comédienne a joué en matinée son rôle de Joas sans laisser paraître la moindre fatigue. Elle est d'ailleurs excellente dans ce charmant rôle que l'on a eu trop souvent le tort de confier à un enfant.

La représentation d'*Athalie* a obtenu un très vif succès. De nombreuses acclamations au cours de la tragédie, de frénétiques et innombrables rappels à chaque baisser de rideau ont montré combien le public de l'abonnement apprécie ce sublime chef-d'œuvre et ses éloquents interprètes, à la tête desquels il faut placer Mme Weber.

Silvain fait des progrès sensibles dans Joad; il devrait se ménager au premier acte afin de conserver une grande puissance pour les deux derniers. Le défaut capital de l'interprétation actuelle, c'est de ne point « monter » la tragédie jusqu'au dénouement. Silvain a atteint son sommet à la prophétie. Puis, involontairement, j'en suis sûr, il redescend!

Les Nouveaux pauvres complétaient heureusement ce très beau spectacle.

Ceci noté, je vais revoir *On ne badine pas avec l'amour* et *Poil de Carotte*, affichés le soir.

Emile Mas.

Au Théâtre Antoine. — Sous les auspices de l'Union Latine, le mardi 23 janvier commenceront, au Théâtre Antoine, une série de représentations italiennes des œuvres de M. Gabriele d'Annunzio, interprétées par le grand acteur italien Giulio Tempesti.

Ces représentations exceptionnelles se succéderont alternativement avec *Le Crime de Sylvestre Bonnard*, qui se joue actuellement.

M. Tempesti fera aussi connaître au public parisien *le Napoléon*, de M. Pelaez d'Avoine; *la Beffa*, de M. Bénelli, dans son édition originale, ainsi que d'autres œuvres du théâtre italien.

Au Trianon-Lyrique. — Une indisposition d'artiste fera donner ce soir, au Trianon-Lyrique, *la Mascotte*, au lieu de *François les Bas-Bleus*, qui avait été annoncé;

CINÉMAS

AU GAUMONT-PALACE, « LA PETITE AMIE »

La célèbre pièce de M. Brieux, de l'Académie française, va revivre sur l'écran. Cette œuvre est jouée par Mme Jane Renouardt (*la Petite Amie*), Mme Andrée Mégard et M. Félix Huguenet.

A la demande générale, *Jack le Chimpanzé* tiendra l'écran une semaine encore, afin que tout Paris applaudisse le spirituel ancêtre de l'homme.

Le spectacle commencera à 8 h. 15 précises. Loc. 4, rue Forest, 11 à 17 h. Tél. Marcadet 16-73.

VENDREDI 12 JANVIER

Opéra. — Samedi, à 7 h. 30, *Faust*.
Comédie-Française. — Samedi, à 8 heures, *le Bourgeois gentilhomme*.
Opéra-Comique. — Samedi, à 8 heures, *les Quatre journées*.

FEUILLETON D'« EXCELSIOR » DU 12 JANVIER 1917

13

E.-M. LAUMANN et JEAN BOUVIER

L'OTAGE

Grand roman d'aventures et de guerre

PREMIÈRE PARTIE

LE CALVAIRE D'UNE MÈRE FRANÇAISE

V

M. Saturnin

— En quatre jours j'ai appris à conduire, à démonter et à remonter un moteur. Jolibois me prête ses papiers. Vous venez de me voir à l'œuvre : quand partons-nous ?

Madeleine ne pouvait articuler un mot. Sa surprise et son émotion étaient à son comble.

— Vous ! Saturnin, vous !

— Oui, moi ! Qu'y a-t-il à cela d'extraordinaire ? Voyons, remettez-vous, nom d'une pipe. On dirait que vous n'avez jamais rien vu.

Cela, en effet, remit Madeleine.

— Mon cher ami, je vous remercie; vous avez été vraiment sublime, mais je ne puis accepter votre dévouement... Songez, mon cher ami, à tout ce qui m'attend.

— C'est justement pour ça qu'il faut à vos côtés un homme résolu, et je vous prie de croire que je

Odéon. — Samedi, à 8 heures, *l'Espionne*.
Trianon-Lyrique. — A 8 heures, *la Mascotte*.
Athénée. — A 8 h. 15, *Je ne trompe pas mon mari*.
Rouffes-Parisiens. — A 8 h. 15, *Jean de La Fontaine*.
Châtelet. — A 7 h. 30, *Dick, roi des chiens policiers*.
Gaité. — A 8 h. 40, *Miette*.
Gymnase. — A 8 h. 15, *la Veille d'armes*.
Nouvel-Ambigu. — A 8 h. 30, *la Roussotte*.
Th. Michel. — A 8 h. 45, *Bis* !
Palais-Royal. — A 8 h. 30, *Madame et son fils*.
Porte-Saint-Martin. — A 8 h. 30, *l'Amazone*.
Sarah-Bernhardt. — A 8 h., *l'Aiglon* (sauf lundi et vendredi).
Apollo. — A 8 heures, *les Maris de Ginette*.
Capucines (tél. Gut. 56-40). — A 8 h. 30, *Crème-de-Menthe*.
All. / revue ; la Clef ; Aux Chandelles !
Réjane. — A 7 h. 45, *l'Oiseau bleu*.
Renaisance. — A 8 heures, *la Guerre et l'Amour*.
Scala. — A 8 heures, *la Dame de chez Maxim*.
Variétés. — A 8 h. 15, *Moune* (Max Dearly, Jane Renouardt)

MUSIC-HALLS, ATTRACTIONS, CINÉMAS
Ba-Ta-Clan. — A 8 h. 30, *la Revue anticalifardiste*.
Olympia (Central 54-68). — A 2 h. 30 et 8 h. 30, 20 vedettes et attractions.

Gaumont-Palace. — A 8 h. 15, *la Petite Amie*. Loc. 4, rue Forest, 11 à 17 h. Tél. Marcadet 16-73.

COURS ET CONFÉRENCES

Dimanche 14 janvier, à 2 h. 1/2, salle du Syndicat de l'Epicerie, 32, rue du Renard, réunion de l'Association générale des P. T. T. L'ordre du jour comprend : 1^e la mobilisation des agents et 2^e la vie chère.
A l'Institut Catholique. — Lundi 15 janvier, à 5 h. 15, apologetique. M. l'abbé Gillet : *l'Education religieuse dans la famille*.

L'avance de l'heure dans les ateliers de couture

La Chambre syndicale de la couture parisienne, réunie hier en séance plénière, a décidé, à l'unanimité, de devancer d'une demi-heure, le matin, l'ouverture des ateliers, en compensation de leur fermeture anticipée du soir. Cette mesure sera valable jusqu'au jour où l'on reprendra, pour la vie économique du pays, l'avance officielle de l'heure légale, avance qui a permis de réaliser de notables réductions dans la consommation de la lumière artificielle.

L'ouverture des ateliers aura donc lieu à 8 h. 1/2 à partir de lundi 15 janvier.

La taxe sur les téléphones

Le tarif des abonnements au téléphone a été sensiblement augmenté depuis le 1^{er} janvier. Mais les abonnements au téléphone constituent de véritables contrats entre l'Etat et ses abonnés. Aussi, l'administration des P. T. T. vient-elle de décider de ménager une transition entre les deux régimes. L'abonnement partant de la date de souscription, on considérera le premier trimestre d'abonnement au téléphone pour 1917 comme s'il était acquitté déjà par tous ceux dont l'abonnement n'était pas expiré à la date du 1^{er} janvier. Seuls, les abonnés nouveaux payeront immédiatement la taxe supplémentaire.

DANS LA MARINE

Légion d'honneur et médaille militaire. — Sont inscrits aux tableaux spéciaux de la Légion d'honneur et de la médaille militaire : Chevalier : l'enseigne de vaisseau de 1^{re} classe Chardenot. Médaille militaire : le quartier-maître chauffeur Bernard ; le matelot gabier breveté Charrier.

le suis devenu. D'ailleurs, le temps presse et n'est plus aux paroles. Vous n'avez personne pour vous conduire. Jolibois m'a vendu, ou plutôt confié, ses papiers et je ne les lui rendrai pas. Si, par malheur, vous trouvez quelqu'un; si, par malheur, vous partez sans moi qui ne puis être autrement utile à personne, je me brûle la cervelle devant vous.

Madeleine regarda Saturnin. Une flamme de volonté brillait dans les yeux du caissier, et la jeune femme, cependant, ne pouvait oublier ce vieil homme qui avait peur des voitures, du Métro, qui se couchait à 10 heures et qui n'avait jamais dépassé les fortifications que pour aller au bois de Boulogne. Elle hésitait, mais, peu à peu, cette première image s'effaça ; elle ne vit plus que l'homme qui se tenait devant elle et qui avait vraiment, sans ostentation, l'air brave et courageux.

Elle alla à lui et, lui posant les mains sur les épaules, elle l'embrassa sur les deux joues, baisers que Saturnin reçut avec joie et qu'il rendit avec usure.

— Eh bien ! mon ami, c'est entendu, nous partons demain, et je crois que Dieu sera avec nous.

— C'est sûr, dit Saturnin ; il a déjà fait un miracle !

Et, tournant sur lui-même, il montra ce miracle évident sous les aspects d'un monsieur vêtu de bleu horizon, botté et ganté de cuir.

VI

A Liège

Toutes les difficultés contre lesquelles Othon Weimer redoutait de se heurter s'étaient abaissées devant lui et le chemin lui restait ouvert.

Il gagna Liège plus facilement qu'il ne s'y attendait.

Germaine, tout d'abord grisée par la course, amu-

VENDREDI 12 JANVIER 1917

BLOC-NOTES

LA JOURNÉE

Fête à souhaiter : aujourd'hui vendredi, Saint ARCADIUS.

CERCLES

— Au scrutin de ballottage du *Cercle de l'Union artistique*, le comte Nicolas Orłowski, déjà membre temporaire, présenté par le marquis de Rougé et M. Armand Brun, a été reçu membre permanent. Le lieutenant Albert Tollon, du 6^e hussards, présenté par M. Louis de Royer et M. Gaston Roques, a été également reçu comme membre permanent ; M. Eugène Parmentier, présenté par M. Alfred Lacaze, et M. Paul Finet, a été admis à titre de membre temporaire.

CORPS DIPLOMATIQUE

— M. René Letourneau est nommé vice-consul du Monténégro à Paris, en remplacement de M. Charles Bernal, dont la démission a été acceptée, ainsi que celle de M. Grimaldi, consul général du Monténégro à Nice et pour le département des Alpes-Maritimes.

INFORMATIONS

Parmi les nouveaux chevaliers de la Légion d'honneur, citons : Remlinger (Paul-Joseph), lieutenant à l'état-major d'une brigade d'infanterie. A repris du service à la mobilisation. N'a cessé de faire preuve, depuis le début de la campagne, de belles qualités de courage, de sang-froid et de dévouement. (Déjà cité.)

BIENFAISANCE

— La fondation Rockefeller vient d'envoyer en France le docteur Biggs, commissaire de l'hygiène à New-York, pour y organiser une campagne contre la tuberculose. Plusieurs millions seront consacrés à la lutte contre le fléau.

NAISSANCES

— La baronne François de Lassus Saint-Géniès, née Picot, femme du capitaine au 5^e régiment d'artillerie, a mis au monde un fils, qui a reçu le prénom d'Henri.

DEUILS

Morts pour la France :

PIERRE LOGEROT, commandant au 2^e tirailleurs algériens. — NOUVELLET, capitaine au 3^e chasseurs à cheval, passé au 205^e d'infanterie. — DANIEL FUSIER, sergent aviateur, tué dans une rencontre avec trois avions. — FERNAND UHRY, caporal au 11^e territorial d'infanterie. — COMTE LOUIS MORAND, fils du chef de bataillon tué en 1914.

Nous apprenons la mort : Du docteur Sauvage, ancien directeur de la station agricole et des musées de Boulogne-sur-Mer, décédé à soixante-quinze ans ;

De Mme Edouard Monnier, née Le Grand, mère des pasteurs Jean et Henri Monnier ;

De Mme J.-B. Dumas, née Milne-Edwards, décédée à quatre-vingt-cinq ans, fille de Milne-Edwards, membre de l'Institut et directeur du Musée d'histoire naturelle ; elle avait épousé le fils de l'illustre savant J.-B. Dumas, membre de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences et ancien sénateur du Second Empire, et était la mère du général J.-B. Dumas, commandant un corps d'armée, et de M. J.-B. Dumas-Edwards, décédé ;

De Mme Derouet, née Bruley des Varannes ;

De M. Marcelin, ancien ministre des Finances et de l'Intérieur de la république d'Haïti ;

De M. Firbach, sous-préfet de Tizi-Ouzou, chevalier de la Légion d'honneur, décédé à Alger, fils de l'ancien préfet d'Alger et frère du conseiller référendaire à la Cour des Comptes ;

De M. de La Bindinaye, ancien vice-président du conseil général des Côtes-du-Nord, décédé à quatre-vingt-quatre ans ;

Du comte Jacques de La Boessière-Thiennes, décédé en Belgique, fils du marquis de La Boessière-Thiennes et de la marquise née de Lannoy ;

Du marquis de Salvatierra, attaché honoraire à la légation d'Espagne au Mexique, décédé à Mexico.

Pour les naissances, mariages, nécrologies, s'adresser à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière, Paris. Téléphone Central 52-11 — 9 à 6 h. Tarif spécial pour nos abonnés.

La documentation sur la guerre, la plus complète, la plus exacte, est fournie par la collection d'*« Excelsior »*. Demander conditions spéciales à nos bureaux.

sée par la dinette sur l'herbe, n'avait pas prononcé un mot. Elle sentait que son père, très sévère d'ordinaire, ne serait pas d'humeur à se prêter à ses questions ou à ses petites volontés. Toutefois, comme, depuis l'entrée en Belgique, les brusques arrêts de l'auto, les interrogatoires dont son père était l'objet, la méfiance qu'il semblait exciter l'inquiétaient beaucoup, elle ne put résister et finit par demander quand elle verrait sa mère.

— Quand nous serons au bout du voyage, répondit brutallement Weimer.

La pauvre enfant avait toutes les raisons de reclamer celle dont la protection était faite d'amour, car le spectacle qui se déroulait sous ses yeux ne pouvait que la bouleverser et la terrifier.

Les routes, les sentiers, les champs, les plaines même, depuis Erquelinnes, étaient envahis par une foule inquiète.

Des femmes, dont beaucoup pleuraient, des vieillards, des enfants, des véhicules de tout genre entraînés par des boeufs, des ânes, des chiens encombraient les voies poussiéreuses. Cette foule était tragique : dominée par la peur, elle s'enfuyait devant un danger terrible et imminent.

De très loin venaient de sourdes et profondes détonations qui roulaient sous le ciel et se précisaienformidables, à mesure que l'auto avançait.

FAITS DIVERS

Le feu au Grand-Palais. — Hier matin, vers 5 heures, un commencement d'incendie s'est déclaré à l'école de rééducation physique installée au Grand-Palais.

Des pompiers, accourus au premier signal, se sont rendus maîtres du feu après une heure de travail.

Les dégâts, consistant en boiseries et tentures, s'élèvent à 4.000 francs environ.

Accident mortel. — A 8 h. 1/2, hier matin, un mécanicien auxiliaire, nommé Julien Cornier, a été tamponné, à la gare Montparnasse, par une machine sortant du dépôt. La mort a été instantanée.

LES SPORTS

CYCLISME

Mort de Gouglitz. — L'un des plus grands champions qui aient couru en France de 1893 à 1903, Jean Gouglitz, Cannois de naissance, mais Suisse d'origine, est mort à Paris, à quarante-deux ans, des suites d'une congestion pulmonaire. Gouglitz avait été champion de France en 1895, avait détenu le record du kilomètre et celui des 200 kilomètres sur piste derrière motos, qu'il battit en 1902, en 3 h. 30 m. 4 s.

BOXE

Poules des amateurs et des scolaires. — Les prochaines poules de boxe anglaise, ouvertes à tous les amateurs et scolaires, se disputeront le dimanche 28 janvier, à l'Ecole de Boxe Mainguet, 52, boulevard Haussmann. Pour s'engager, écrire ou s'adresser aux Ecoles de boxe Mainguet, 52, boulevard Haussmann (Opéra) et 31, rue Greuze (Trocadéro).

La Bourse de Paris
DU 11 JANVIER 1917

Le marché reste dans l'expectative. On ne fait que très peu d'affaires, mais les cours témoignent toujours de grande fermeté, et nous avons même quelques nouveaux progrès à enregistrer. C'est ainsi que, dans le groupe de nos rentes, le 3/0 passe à 62,50. De même du côté des fonds étrangers, le Russe 1891 s'améliore à 59,90, le 1906 à 84,40. L'Exterior, par contre, se tasse un peu à 102,50. Parmi les établissements de crédit, nous laissons le Lyonnais à 1205, le Comptoir d'Escompte à 792. Les grands chemins français ne varient que dans des limites très étroites : le Nord vaut toujours 1319, l'Orléans 1100, le Paris-Lyon-Méditerranée 1000. Lignes espagnoles résistantes. Aux Cupriferes, le Rio est bien tenu à 1769, le Boléo à 995. En banque, progrès plus ou moins notables des industrielles russes.

COURS DES CHANGES

Londres, 27,79 ; Suisse, 115 1/2 ; Amsterdam, 237 1/2 ; Petrograd, 171 1/2 ; New-York, 583 1/2 ; Italie, 84 1/2 ; Barcelone, 621 1/2.

METAUX A LONDRES

La tonne de 1.016 kilos : Cuivre Chili, disp. 131, liv. 3 mois 127 ; électrolytique, 141 ; étain compt. 181 3/4, liv. 3 mois 183 3/4 ; plomb anglais, 30 1/2 ; zinc, compt. 49 1/2 ; argent, l'once 31 gr. 1035, 36 d. 1/4.

SOCIÉTÉ DU GAZ DE PARIS

MM. les actionnaires sont informés que le Conseil d'administration, en vertu de l'article 47 des statuts, a décidé la mise en paiement, à partir du 20 janvier courant, d'un acompte d'intérêts de Frs. 5 (moins impôts) par action. Par suite des diverses lois de finances, cet acompte sera payable à raison de Frs. 4,75 par action nominative, et Frs. 4,372 par action au porteur contre présentation du coupon N° 47.

naient sans arrêt. L'air était embrûlé par des déchirements continus. Dans la malheureuse ville l'affolement était extrême : des femmes, des enfants semblant avoir perdu la raison cherchaient leurs guides ou un être cher, disparu dans la tourmente. Tous pleuraient ou poussaient de grands cris. Des gens étaient foulés aux pieds....

Germaine aussi se sentait dominée par la peur. Elle s'était pelotonnée dans le fond de la voiture et ce n'était que de temps en temps qu'elle osait jeter un regard épouvanté sur ce peuple en panique.

Mais Othon connaissait bien Liège. Il abandonna les grandes artères et, par des rues où l'affluence était moindre, par des ruelles où elle devenait presque nulle, il pénétra enfin jusqu'au cœur de la ville.

Là, les choses changèrent. Ce furent les événements eux-mêmes qui lui barrèrent la route.

On lui apprit — un passant complaisant — que les divisions allemandes bloquaient Liège sur trois côtés et que la cité restait désormais fermée, à l'est, aux entrants comme aux sortants.

Weimer était arrivé deux jours trop tard pour pouvoir continuer sa route.

Il avait stoppé, se demandant ce qu'il allait faire, quand l'idée lui vint de se rendre au domicile que Charlotte avait retenu et qu'elle avait dû occuper pendant quarante-huit heures. Il prit place au volant et conduisit lui-même la voiture.

Il restait tout surpris. Pour lui la résistance de la Belgique à la demande allemande de livrer passage, à travers son territoire, à l'armée du kaiser était impossible à admettre. Il se croyait certain, à son départ de Paris, de rencontrer à Liège ou à Bruxelles ses chefs et l'Empereur. Hélas ! le noble refus du roi Albert avait dérangé tous ses plans.

En prétendant que le génie allemand était fait de logique et de prévoyance, le Kaiser avait man-

COMMUNIQUÉS

Dimanche 14 janvier, à 9 h. 1/2, rue du Faubourg-Saint-Denis, 148, réunion du comité de la Fédération nationale des sous-officiers.

L'Alsacien-Lorrain de Paris, 1, rue de Médicis, publie la liste des biens et propriétés confisquées ou mis sous séquestre de l'autre côté des Vosges et appartenant aux Français ou Alsaciens-Lorrains résidant en France.

La Société des Anciens Militaires de l'Infanterie de Marine et de l'Infanterie Coloniale « Les Marsouins » se réunira au siège social, 8, rue Beaurepaire, le dimanche 14 janvier, à 3 heures.

Dimanche prochain, à 10 heures du matin, à la mairie du dixième arrondissement, rue du Faubourg-Saint-Martin, assemblée générale de l'Union Fraternelle des Militaires réformés n° 1.

TITRES cotés ou non, payés tr. cher. Prêts titr. Nues-prop. Ecr. Gérardin, 12, rue Ant.-Roucher (16^e).

CACAO SUCRÉ "AU LANCIER"

Déjeuner, 0 fr. 15. Boite 150 gr., 1.05 ; 300 gr., 2.05. Agents demandés province. Environs : M^{me} Collot-Milhaud, 40, rue des Marais, Paris (10^e).

Maladies de la Femme

LA MÉTRITE

Il y a une foule de malheureuses qui souffrent en silence et sans oser se plaindre, dans la crainte d'une opération toujours dangereuse, souvent inefficace.

Ce sont les femmes atteintes de métrite. Celles-ci ont commencé par souffrir, au moment des règles qui étaient insuffisantes ou trop abondantes. Les Pertes blanches et les Hémorragies les ont éprouvées.

Elles ont été sujettes aux maux d'estomac. Crampes, Aigreurs, Vomissements, aux Migraines, aux Idées noires. Elles ont ressenti des élancements continuels dans le bas-ventre et comme un poids énorme qui rendrait la marche difficile et pénible.

Pour guérir la Métrite, la femme doit faire un usage constant et régulier de la

JOUVENCE de l'Abbé SOURY

qui fait circuler le sang, décongestionne les organes et les cicatrice, sans qu'il soit besoin de recourir à une opération.

La Jouvence de l'Abbé Soury guérit sûrement mais à la condition qu'elle sera employée sans interruption jusqu'à disparition complète de toute douleur.

Il est bon de faire chaque jour des injections avec l'Hygiénite des Femmes (1 flacon). Toute femme soucieuse de sa santé doit employer la Jouvence de l'Abbé Soury à des intervalles réguliers, si elle veut éviter et guérir : Métrite, Fibrome, mauvaises Suites de couches, Tumeurs, Cancers, Varices, Phlébites, Hémorroïdes, Accidents du Retour d'Age, Chaleurs, Vapeurs, Étouffements, etc.

La Jouvence de l'Abbé Soury toutes Pharmacies : 4 fr. le flacon ; 4 fr. 60 francs. Les 3 flacons franco gare contre mandat-poste 12 francs, adressé à la Pharmacie Mag. DUMONTIER, à Rouen.

(Notice contenant renseignements gratis). 286

que de l'un et de l'autre. C'était une grande faute dont les conséquences se faisaient déjà sentir.

Weimer se rendait donc, à tout hasard, à l'appartement de sa sœur Charlotte. Il comptait y trouver au moins une indication précieuse, peut-être un message. En tout cas, la maison devait être encore libre puisqu'elle avait été prise à bail pour six mois. Il y trouverait sûrement un gîte et la tranquillité nécessaire pour rassembler ses idées et prendre une décision.

L'auto stoppa bientôt boulevard de la Gare, devant une petite maison cachée derrière un mur couronné de feuillage. Au bruit que fit la voiture, Weimer entendit une fenêtre s'ouvrir, puis se refermer très vite. Quand l'auto stoppa, presque en même temps une petite porte percée dans le mur s'ouvrit et Charlotte apparut, se portant vivement auprès de son frère. Leurs deux visages exprimèrent à ce moment la plus vive satisfaction.

Weimer la regardait, ébahie.

— Tu es là ?

— Oui, dit précipitamment Charlotte ; quand j'ai vu que ce misérable peuple se disposait à résister à la volonté du Maître je me suis doutée de ce qui t'attendait et je suis restée.

— C'est admirable !

— Ne restons pas dans la rue. Entre vite dans la maison avec la petite, Karl, vous trouverez un garage au bout de la rue. Allez y remiser la voiture, puis revenez.

Derrrière Charlotte, un domestique était apparu. Ilaida Karl à transporter les bagages. Puis Weimer, aidant Germaine à descendre, la poussa auprès de Charlotte qui, sans lui adresser un mot de bienvenue, la prit par la main et l'entraîna dans la maison.

Charlotte avait bien choisi sa demeure. C'était ce qu'on appelle en Belgique un « quartier » garni.

Elle s'isolait au milieu d'un jardin très ombragé qui la cachait à tous les yeux. Les domestiques, un homme une femme, couchaient dans un petit

**GOUTTES
DES COLONIES
DE CHANDRON**

CONTRE

MAUVAISES DIGESTIONS,
MAUX D'ESTOMAC.
Diarrhée, Dysenterie.
Vomissements, Cholérine

PIUSSANT ANTISEPTIQUE DE
L'ESTOMAC & DE L'INTESTIN

DANS TOUTES LES PHARMACIES.
VENTE EN CROS. 8, R^e Vivienne Paris.

L'application du

CARBURATEUR
ZÉNITH

à la presque totalité des avions militaires leur a donné les qualités qu'ont les milliers de voitures qui sont munies de cet appareil scientifique.



Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.

bâtiment en bordure de la rue. Les locataires étaient ainsi à l'abri de toute indiscretion, comme de tout espionnage.

Avant de s'isoler avec son frère, Charlotte sembla de Germaine, qui, debout dans une sorte de petit salon médiocrement meublé, regardait autour d'elle avec inquiétude. Elle adressa alors à la petite fille quelques questions sur son voyage, mais d'un ton râche, sans affection, sans tendresse, sans même cette condescendance que l'on doit avoir pour les enfants.

Elle s'inquiétait seulement de savoir si l'enfant avait été sage, et lui recommanda de l'être encore.

La petite répondit à ses questions. Puis, se hantardant, bien qu'elle sut, hésita, que Charlotte, comme son frère, était sans indulgence, elle demanda :

— Et ma petite maman, maman Madeleine ?
— Ta maman n'est pas chez moi.
— Où est-elle donc ?
— A Paris !
— Pourquoi n'est-elle pas venue ?
— Parce qu'elle a préféré rester ; d'ailleurs, tu seras bien plus heureuse avec ton père et avec moi.

— Non, je veux ma maman !
— Elle viendra ; si elle t'aime bien, elle sera déjà venue, mais elle ne t'aime pas, tu le vois bien. En attendant il faut te reposer.

— Je ne suis pas fatiguée.
— Fatiguée ou non, il faut faire ce que je veux : allons, viens !

Et, entraînant l'enfant, Charlotte la conduisit au premier, dans une petite chambre où elle l'enferma.

Restée seule, Germaine, encore sous l'emprise de la crainte, regarda autour d'elle.

(A suivre.)

Le serment de fidélité au nouvel empereur d'Autriche



Les cérémonies se succèdent de Vienne à Budapest depuis l'avènement du successeur de François-Joseph au double trône d'Autriche et de Hongrie. L'empereur-roi Charles I^{er}-Charles IV reçoit successivement couronnes, sceptres et hommages des deux pays qui constituent la monarchie dualiste, monarchie particulièrement respectueuse des règles de l'étiquette la plus rigoureuse et la plus ancienne. La scène fixée par notre photographie montre les recrues de l'armée autrichienne prêtant serment de fidélité à l'empereur Charles I^{er}.